

PRÉFECTURE DE LA VENDÉE

**Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
et de l'Environnement**

Bureau de L'Environnement

Dossier n°2003/0963

ARRETE n°04-DRCLE/1- 262

**autorisant Monsieur le gérant de la SAS le 7^{ème} CONTINENT à exploiter
un aquarium marin ouvert au public à « Villeneuve » commune
de TALMONT SAINT HILAIRE.**

Le Préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandant de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre V ;

VU le livre II du Code Rural et notamment ses articles L.213.2 à L.213.5, L.215.1 à L.215.6, R.213.1 à R.213.20 et R.276 ;

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour application de la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;

VU le décret sur l'eau du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret 97-503 du 21 mai 1997 fixant les mesures de simplification administratives ;

VU l'arrêté ministériel du 10 novembre 1976 relatif aux circuits et installations de sécurité ;

VU l'arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 1992 relatif à la détention *Caulerpa taxifolia* ;

VU l'arrêté ministériel du 25 octobre 1995 modifié relatif à la mise en oeuvre du contrôle des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques ;

VU l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997 ;

VU le certificat de capacité délivré le 12 février 1998 à Monsieur Thierry HERVE pour l'entretien des poissons et invertébrés marins, poissons d'eau douce tropicale ;

VU la demande en date du 30 septembre 2003 présentée par Monsieur Dominique Richard en vue d'exploiter un aquarium ouvert au public, sur la commune de TALMONT SAINT HILAIRE, sous la dénomination « SAS le 7ème CONTINENT » ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction par :

- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales le 09 janvier 2004,
- le Directeur Départemental de l'Equipement le 11 décembre 2003, le 19 février 2004,
- le Directeur départemental des affaires maritimes le 11 décembre 2003,
- le Préventionniste du Service Départemental d'Incendie et de Secours le 18 décembre 2003,
- le Service Interministériel de Défense et de Protection civile le 08 décembre 2003,
- le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique sociale agricoles le 21 novembre 2003,
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt le 05 janvier 2004,
- le Conseil Municipal de TALMONT SAINT HILAIRE le 24 décembre 2003,
- le Conseil Municipal de CHATEAU D'OLONNE le 16 décembre 2003,
- le Commissaire-Enquêteur le 30 janvier 2004 ;

VU le rapport de la directrice départementale des services vétérinaires, inspecteur départemental des installations classées, en date du 23 mars 2004 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène, lors de sa séance du 20 avril 2004 ;

VU l'avis favorable de la Commission des Sites, lors de sa séance du 28 juin 1999 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire, informé selon les modalités fixées par les articles 10 et 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, a donné son accord sur le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée;

ARRETE :

ARTICLE 1er - Monsieur le gérant de la SAS le 7^{ème} CONTINENT est autorisé à exploiter un aquarium ouvert au public, à « Villeneuve » sur le territoire de la commune de TALMONT SAINT HILAIRE conformément aux plans et dossiers joints à la demande d'autorisation de septembre 2003 et sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté.

La présente autorisation est accordée au titre de la rubrique N° 2140 de la nomenclature des installations classées qui concerne les établissements de présentation au public d'animaux appartenant à la faune sauvage et au titre de la protection de la nature pour les établissements détenant des espèces de la faune sauvage (articles R 213-11 et R 213-18 du Code Rural).

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation ou de son mode d'utilisation devront être portées à la connaissance du Préfet et soumises au préalable à l'avis des Services Vétérinaires, ainsi que tout changement de responsable des animaux ou d'exploitant.

- L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site sera maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

ARTICLE 2 - Effectif en animaux

Les animaux détenus sous la responsabilité de Monsieur Thierry HERVE, (ou d'un titulaire d'un certificat de capacité correspondant) titulaire du certificat de capacité délivré le 12 février 1998 par le Ministère de l'Environnement, sont maintenus dans des conditions répondant aux exigences biologiques de l'espèce conformément au dossier déposé :

- poissons marins
- invertébrés marins

L'introduction d'espèces qui n'entrent pas dans le champ de compétence du responsable des animaux, ou toute nouvelle activité pour laquelle le présent arrêté ne prévoit pas de normes d'hébergement, doit faire l'objet d'une demande d'extension du certificat de capacité et d'une nouvelle procédure d'autorisation.

Monsieur Thierry HERVE (ou un titulaire d'un certificat de capacité correspondant) doit tenir, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 octobre 1995 modifié, un registre comprenant deux documents :

- 1°) un livre journal relatif aux mouvements d'animaux,
- 2°) un inventaire permanent des animaux de chaque espèce détenue.

Ces registres sont conservés dans l'établissement pendant dix années à compter de la dernière inscription.

Toutes les pièces permettant de justifier de la régularité des mouvements enregistrés sont annexées au registre.

Des documents informatiques écrits peuvent tenir lieu de registre. Pour cette forme informatique, les documents imprimés sont présentés en clair, datés et régulièrement mis à jour. Ils sont datés à chaque nouvelle édition et transmis une fois par trimestre au Directeur des Services Vétérinaires, pour celles des pages qui ont fait l'objet d'écritures pendant cette période.

ARTICLE 3 - Approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans les bassins et les aquariums marins de l'établissement proviendra exclusivement d'un pompage effectué dans l'Océan Atlantique, à raison d'environ 120 m³ par jour.

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime doit être obtenue avant la mise en service du pompage, en mer, et les prescriptions spécifiques respectées.

L'eau sera décantée, filtrée, conformément aux dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Les installations de prélèvement d'eau de mer sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

ARTICLE 4 - Rejets en eau

Les eaux provenant des bassins et aquariums sus-cités sont rejetées dans un bassin d'une capacité de 120 m³ qui servira de stockage tampon avant le rejet final par passage dans un filtre à sable.

Les eaux rejetées dans l'Océan Atlantique devront respecter les normes suivantes :

- * volume /24h : 110 m³ (200 m³ maximal),
- * M.E.S. ≤ : 10 mg/l (sur échantillon 2h),
- * Coliformes totaux /100 ml : ≤ 50,
- * Coliformes fécaux /100 ml : ≤10,
- * absence de mousse et de coloration,
- * absence d'antibiotiques,
- * Streptocoques fécaux/100 ml ≤ 10.

Le bassin de rejet et ses abords doivent faire l'objet d'un entretien régulier, des installations pour faciliter le prélèvement d'échantillons seront réalisées.

Les eaux pluviales sont canalisées et évacuées dans le milieu naturel. Un séparateur d'hydrocarbures est installé pour les eaux provenant des zones imperméabilisées.

Les eaux vannes et les eaux de nettoyage de l'ensemble de l'établissement et des filtres à mousse sont évacuées dans le réseau public d'assainissement. Elles respectent la norme :

- * Chlorures < 1g/l

ARTICLE 5 - Contrôle des effluents

Un contrôle des effluents rejetés dans l'Océan Atlantique, effectué par des prélèvements aux fins d'analyses est opéré par un organisme choisi en accord avec l'inspecteur des Installations Classées et aux frais de l'exploitant tous les mois afin de vérifier le respect des normes fixées à l'article précédent pour les paramètres MES, Coliformes totaux et fécaux.

Un contrôle régulier de la salinité des eaux vannes est effectué avant rejet.

En tant que de besoin, des contrôles inopinés supplémentaires pourront être effectués, à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées et aux frais de la SAS le 7^{ème} CONTINENT.

Un programme de surveillance de la faune et la flore de l'estran local est mis en place :

Etablissement d'un état des lieux annuel d'un site de suivi représentatif de la zonation littorale en utilisant la méthode des transects(5 ici)ou des quadrants(15-20 ici)associé à une fiche de relevé regroupant l'inventaire faunistique et floristique, la nature des fonds.

Les résultats des contrôles et de la surveillance sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées tous les trimestres.

ARTICLE 6 - Protection animale

L'établissement doit être conforme aux prescriptions concernant les établissements présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère édictées par les arrêtés du 21 août 1978 sus-cités.

Les dimensions de l'habitat des animaux doivent permettre à ceux-ci d'évoluer librement et d'assurer leur sécurité.

Toutes dispositions sont prises pour protéger les animaux contre les intempéries et les grands écarts climatiques.

Les locaux et emplacements occupés par les animaux sont constamment maintenus en bon état d'entretien et de propreté.

Une nourriture appropriée est mise à la disposition des animaux en quantité suffisante, afin de les maintenir dans un état d'entretien satisfaisant; elle est stockée dans des locaux adaptés, sans rupture de la chaîne de froid.

L'établissement doit disposer d'installation sanitaire et, ou, de locaux de quarantaine appropriés, destinés à l'isolement des animaux malades ou nouvellement introduits; les autres interventions sont pratiquées au cabinet du vétérinaire attaché à l'établissement.

Les interventions du vétérinaire dans l'établissement ou celles effectuées sous son autorité, sont consignées dans le livre de soins vétérinaires qui sera, relié et coté, tenu sans blanc, ni rature, ni surcharge. Ce livre est conservé dans l'établissement pendant trois années à compter de la dernière inscription.

L'exploitant de la SAS le 7^{ème} CONTINENT doit :

- * Signaler aux Services Vétérinaires toute mortalité anormale, toute constatation de parasitisme ou tous signes de maladies importants, de même que l'emploi de produits de traitement utilisés pour lutter contre ces problèmes. Des dispositions pourront alors être imposées à l'exploitant, à ses frais, pour éviter toute contamination du milieu naturel.

- * Faire effectuer, à ses frais toutes analyses et tous examens de laboratoire ainsi que les désinfections qui seraient prescrites par les Services Vétérinaires afin de maintenir l'établissement en parfait état sanitaire.

- * Tenir et présenter à la requête des agents habilités les registres susmentionnés et tout document relatif aux animaux entretenus.

ARTICLE 7 - Prévention du bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

	Niveaux limites Admissibles de bruit en dB (A)		
	de 7 h à 20 h	de 6 h à 7 h de 20 h à 22 h	de 22 h à 6 h
Toutes limites de propriété	60	55	50

Les mesures sont effectuées selon la norme NFS 31010.

On considère qu'il y a nuisances si l'installation est à l'origine d'une émergence supérieure à :

+ 5 dB (A) pour la période allant de 6h30 à 21h30, sauf dimanches et jours fériés.

+ 3 dB (A) pour la période allant de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés, pour les bruits émis à un niveau supérieur à 35 dB(A).

ARTICLE 8 - Gestion des risques accidentels

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour assurer la sécurité de l'établissement au regard des risques d'incendie; à cet égard, et en particulier, les prescriptions suivantes sont applicables :

* Assurer la défense incendie par deux poteaux d'incendie normalisés ou réserves naturelles ou artificielles de 120 m³ situés l'un à moins de 100 mètres, l'autre à moins de 200 mètres du point le plus éloigné du site à défendre, distance mesurée par les voies de communication existantes.

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'évasion des animaux et assurer la sécurité du public.

ARTICLE 9 - Toute modification, toute extension ne peut être réalisée sans que le pétitionnaire y ait préalablement été autorisé. Des arrêtés complémentaires pris, dans les mêmes conditions et les mêmes formes, à l'exception toutefois de l'enquête publique, sauf si l'importance des modifications le justifiait, et soumis aux mêmes formalités de publication, peuvent imposer ultérieurement toutes les mesures que la sauvegarde de l'environnement pourraient rendre nécessaires ou atténuer celles des prescriptions dont le maintien ne serait plus justifié.

ARTICLE 10 - L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

ARTICLE 11 - Une ampliation du présent arrêté sera transmise pour information à Monsieur le maire de CHATEAU D'OLONNE.

Quatre ampliatiions du présent arrêté seront adressées à Monsieur le maire de TALMONT SAINT HILAIRE :

- deux pour notification à l'intéressé, pour ses archives et pour l'affichage dans son établissement,
- une pour être affichée, pendant un mois, à la porte de la mairie,
- une pour être conservée aux archives communales où toute personne pourra en prendre connaissance.

ARTICLE 12 - Un avis informant le public de la signature du présent arrêté sera publié par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux paraissant dans le département.

ARTICLE 13 - Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le directeur départemental des services vétérinaires, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera en outre transmis au :

- sous-préfet des SABLES D'OLONNE,
- commandant du groupement de gendarmerie,
- directeur départemental de l'équipement,
- directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole.

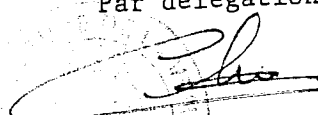
Fait à LA ROCHE SUR YON, le 17 MAI 2004

Le Préfet,
Pour la Préfet
Le Secrétaire Général,



Salvador PEREZ

Pour ampliation
Par délégation



Lucien CHENE

ARRETE n° 04-DRCLE/1- 262 autorisant Monsieur le gérant de la SAS le 7^{ème} CONTINENT à exploiter un aquarium ouvert au public sur le territoire de la commune de TALMONT SAINT HILAIRE au lieu-dit « Villeneuve ».